

Communication de la Municipalité au Conseil communal du 21 juin 2023

Communication n° 20/06.2023

Objet: Caisse intercommunale de pensions (CIP)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Sur la base du rapport annuel 2022, nous sommes en mesure de vous transmettre quelques informations sur la CIP.

L'année 2022 a été marquée par les effets liés à la sortie de la crise COVID, la pénurie dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que les conséquences liées à la guerre en Ukraine. Ces événements ont eu des répercussions importantes sur les marchés financiers et ont accéléré le retour de l'inflation. Dans ce contexte, la CIP a enregistré une performance négative nette de 7,0% à fin 2022 (2021: + 9,0%) sur une fortune placée totale de près de 4 milliards.

Cet exercice aura aussi été marqué par l'approbation de l'Autorité de surveillance (As-So) pour la poursuite de la gestion de la Caisse selon le système de capitalisation partielle, ainsi que la poursuite des initiatives en matière de gestion durable du parc immobilier.

La performance négative a fait baisser le degré de couverture, passant de 79,5% à fin 2021 à 71,9% à fin 2022. Ce résultat autorise malgré tout à conserver une réserve de fluctuation de valeur (RFV) positive, arrêtée à 27,6% de son objectif (93,0% en 2021), permettant à la Caisse de ne pas se retrouver en situation de sous-couverture. Pour mémoire, en tant que caisse de pension publique, la CIP n'est pas tenue d'avoir un degré de couverture de 100%. Néanmoins, la législation fédérale impose d'atteindre un degré de couverture minimum de 80% d'ici à 2052.

Compte tenu notamment des turbulences sur les marchés financiers, le Conseil d'administration a constaté à fin 2022 que les conditions permettant l'application du mécanisme de réduction des taux de cotisations n'étaient pas réalisées pour l'année 2023 et, par conséquent, qu'il ne serait pas possible de prendre en charge, comme ces 3 dernières années, une part de la cotisation des assurés et employeurs.

En ce qui concerne les effectifs, la CIP compte 299 employeurs affiliés (297 à fin 2021), 15'228 assurés actifs (augmentation nette de 388 assurés) et 7'849 rentiers (augmentation nette de 327 pensionnés). Bien que le nombre d'assurés actifs augmente très légèrement, le ratio actifs/pensionnés est de 1,94 contre 1,97 en 2021. Cette tendance se poursuit maintenant depuis plus de 10 ans.

Enfin, lors de l'assemblée générale du 14 juin dernier, les délégués de la Caisse se sont déterminés sur la modification des statuts proposée par le Conseil d'administration portant sur l'abaissement de 0.5% de la cotisation des employeurs en contrepartie de la suppression des prestations d'invalidité temporaire, mesure entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

Lors d'un premier vote, le principe de réduire la cotisation moyenne générale de 29% à 28,5% a été accepté par 375 voix contre 144 et quelques abstentions, étant rappelé que la majorité des deux tiers était nécessaire.

Ce principe ayant été adopté, les délégués ont ensuite dû choisir entre la proposition du Conseil d'administration d'accorder la réduction de 0,5% uniquement aux employeurs et la proposition demandant une répartition paritaire (0,25% assurés, 0,25% employeurs). Par 260 voix contre 257

et quelques abstentions, les délégués ont entériné la proposition de réduction de 0,5% uniquement sur la part employeur.

Les Statuts de la Caisse ont donc été modifiés dans le sens que la cotisation de l'employeur sera réduite de 0,5% dans les trois modèles de cotisations dès le 1er janvier 2024 (art. 19). Pour l'année 2023, la Caisse attribuera aux employeurs un montant équivalent à 0,5% des salaires cotisants à la fin de l'année (nouvel article 50d). L'économie annuelle pour la Commune de Saint-Prex représente environ CHF 10'000.-.

La Municipalité

Saint-Prex, le 21 juin 2023/AG – 101.02.03

Pour tout renseignement, s'adresser à M. Stéphane Porzi au 079 740 40 75 ou à M. Anthony Hennard au 079 458 79 41